



BERNARD LELOUP

TENTATIVES CROISÉES DE DÉSTABILISATION DANS L'AFRIQUE DES GRANDS LACS

LE CONTENTIEUX RWANDO-OUGANDAIS

JUSQU'EN 1999, ANNÉE DE LA PREMIÈRE BATAILLE DE KISANGANI, LE RWANDA DE PAUL KAGAME ET L'OUGANDA DE YOWERI MUSEVENI APPARAISSENT POUR BON NOMBRE D'OBSERVATEURS COMME D'INDÉFECTIBLES ALLIÉS, À L'IMAGE DE L'AMITIÉ QUI SEMBLE UNIR LEURS DIRIGEANTS. LES DEUX PAYS SONT DEPUIS LORS ENTRÉS DANS UNE PÉRIODE DE GUERRE FROIDE. L'ANTAGONISME ENTRE LES DEUX PRÉSIDENTS PERDURE : L'UN ET L'AUTRE CHERCHENT À FÉDÉRER LEURS OPPOSANTS RESPECTIFS ET S'ÉCHINENT À TROUVER L'HOMME PROVIDENTIEL QUI PUISSE REMPLACER LE RIVAL HONNI.

Jusqu'en 1999, le Rwanda de Paul Kagame et l'Ouganda de Yoweri Museveni apparaissent pour bon nombre d'observateurs comme d'indéfectibles alliés, à l'image de l'amitié qui semble unir leurs dirigeants. Comment pourrait-il en être autrement ? Les deux leaders, en effet, se connaissent et s'apprécient depuis longtemps. Ils se rencontrent à la fin des années 1970. Kagame rejoint le Fronasa¹ au moment où ses troupes pénètrent en territoire ougandais avec l'armée tanzanienne². Quelques mois plus tard, il fait partie des 26 *originals* qui, aux côtés de Museveni, attaquent le 6 février 1981 la Kabamba Military School, marquant ainsi le début de la guérilla qui les amène finalement à prendre le pouvoir le 26 janvier 1986³. Au fil de ces années, la persécution sous

1. Front de sauvegarde nationale, la milice combattante créée en 1973 par Museveni durant son exil en Tanzanie.

2. Pour plus de détails sur cette guerre et son contexte politique, voir T. Avirgan et M. Honey (eds), *War in Uganda*, Dar es-Salaam, Tanzania Publishing House, 1983.

3. Sur cette période en Ouganda, voir G. Prunier, « La recherche de la normalisation (1979-1994) », in G. Prunier et B. Calas (dir.), *L'Ouganda contemporain*, Paris, Karthala, IFRA, 1994, p. 131-158 ; H. Bernt Hansen et M. Twaddle (eds), *Uganda Now*, Londres, James Currey, 1988.



le régime de Milton Obote provoque l'enrôlement dans la National Resistance Army (NRA) de milliers de jeunes Rwandais⁴, suivant en cela l'exemple de Kagame et de celui qui deviendra le commandant du Front patriotique rwandais (FPR), Fred Rwigema. En janvier 1986, lorsque le mouvement de Museveni s'empare de Kampala et que ce dernier devient président, 20 à 25 % de ses effectifs sont des Banyarwanda⁵. C'est ainsi qu'au lendemain de la victoire des fonctions importantes de l'État sont confiées à des Rwandais : pour ne citer qu'eux, Kagame, promu major, et Rwigema, maintenant général-major, deviennent respectivement directeur adjoint des services de renseignements militaires, avant d'en occuper la direction par intérim, et vice-ministre de la Défense. En nommant ainsi des Rwandais à des postes clés, Museveni s'attire les critiques de ceux au sein de la NRA qui estiment que placer la sécurité du pays aux mains d'étrangers est une erreur, ou qui craignent simplement leur concurrence en vue de l'obtention d'un emploi et des avantages y afférents. La pression finit par avoir raison de Museveni qui démet Rwigema de ses fonctions et envoie Kagame suivre en 1990 une formation militaire à Fort Leavenworth, aux États-Unis.

Ce séjour est écourté du fait de l'attaque du Rwanda par le FPR et surtout de la mort de Rwigema, quelques jours après le déclenchement des hostilités. Tout au long de la guerre civile rwandaise, d'octobre 1990 à juillet 1994, l'implication ougandaise est indéniable. Le FPR bénéficie, outre l'appui diplomatique, d'une aide militaire de certains éléments de la NRA⁶. Plusieurs officiers et responsables politiques ougandais soutiennent alors sincèrement la cause du FPR, particulièrement le droit au retour qui leur a été refusé par feu l'ancien président rwandais Juvénal Habyarimana, et se sentent redevables du fait du rôle des Rwandais dans le renversement des régimes Okello et Obote. D'autres ne voient pas d'un mauvais œil le départ d'encombrants réfugiés.

La coopération militaire ne se dément pas, l'Ouganda offrant notamment des formations aux officiers de police et de l'armée rwandaises. Logiquement, Kagame s'assure du soutien de l'Ouganda dans l'opération qu'il souhaite mener en automne 1996 contre les camps de réfugiés rwandais au Kivu. Pourtant, au mois d'août 1999, « l'impossible est arrivé⁷ ». Un an après le début d'un engagement conjoint destiné à renverser Laurent-Désiré Kabila, les armées rwandaise et ougandaise se retournent l'une contre l'autre. C'est la bataille de Kisangani. Ces événements sont précédés de nombreux accrochages et provocations, souvent violents, et ne constituent en rien un incident de parcours isolé. Les points de friction entre le Rwanda et l'Ouganda sont multiples. Les diverses batailles dont Kisangani est malgré elle le théâtre sont en grande partie dues aux différences sérieuses et persistantes sur les objectifs et les stratégies de la guerre au Congo et à une concurrence féroce dans l'exploitation

des ressources de ce pays. Latentes pendant la première guerre (septembre 1996-mai 1997), ces divergences s'expriment verbalement et militairement dès le début de la seconde, en août 1998⁸.

Le sentiment que l'Ouganda cantonne le Rwanda dans le rôle du brave petit frère, soit un aspect plus psychologique du contentieux, n'est pas à négliger non plus. Cette perception rwandaise, à tort ou à raison, est largement répandue au sein de la classe dirigeante et perdure encore aujourd'hui. Le Rwanda traîne ainsi depuis des années un complexe d'infériorité, qu'il dissimule derrière un ton critique, moralisateur, voire arrogant, et par des démonstrations de force d'une incroyable audace. Est-ce aller trop loin que d'imaginer que sans Museveni, Kagame, une fois à Kigali, n'en aurait pas tant fait sur la scène régionale ? À quel point sa politique extérieure est-elle dictée par le souci d'impressionner Museveni et de lui prouver qu'il n'y a plus désormais ni d'aîné ni de cadet ?

Cette contribution passe en revue l'évolution récente des relations rwando-ougandaises, en prenant l'année 2001 comme point de départ. Elle s'efforce de cerner et d'offrir des éléments d'appréciation des tentatives de déstabilisation émanant de chacun des deux régimes à l'encontre du voisin. Ce faisant, nous tentons de mettre en lumière les stratégies poursuivies par les présidents Kagame et Museveni l'un envers l'autre. Notre recherche est le fruit d'entretiens menés par intermittences entre juillet 2001 et septembre 2004 à Kinshasa, à Nairobi, au Kivu, au Rwanda, en Ouganda et en Europe. Elle s'appuie également sur la consultation de nombre de documents confidentiels, dont certains passages nous ont paru mériter une citation. Enfin, pour ne pas prendre le risque de mettre en danger leurs auteurs, nous avons choisi de ne pas identifier la plupart des sources.

4. Des Tutsi qui avaient fui le Rwanda à partir de 1959 en réaction aux discriminations et pogroms dont ils faisaient l'objet.

5. Voir G. Prunier, « L'Ouganda et le Front patriotique rwandais », in A. Guichaoua (dir.), *Enjeux nationaux et dynamiques régionales dans l'Afrique des Grands Lacs*, Lille, université de Lille, faculté des sciences économiques et sociales, 1992, p. 45.

6. *Ibid.*, p. 48. Voir aussi F. Reyntjens, *L'Afrique des Grands Lacs en crise. Rwanda, Burundi : 1988-1994*, Paris, Karthala, 1994, p. 151-153.

7. Propos de C. Onyango-Obbo, rédacteur en chef du quotidien ougandais *The Monitor*. Voir C. Onyango-Obbo, « Museveni makes war, let Mutebi make love », *The East African*, 1^{er}-7 septembre 1999.

8. Pour un historique plus détaillé des relations rwando-ougandaises et une analyse de la montée de la tension, voir B. Leloup, « Rwanda-Ouganda : chronique d'une guerre annoncée ? », in F. Reyntjens et S. Marysse (dir.), *L'Afrique des Grands Lacs. Annuaire 1999-2000*, vol. 4, Paris, L'Harmattan, 2000, p. 127-145.



LE RÉGIME RWANDAIS OFFICIELLEMENT DÉCLARÉ HOSTILE**À L'UGANDA**

Les relations entre l'Ouganda et le Rwanda ne cessent donc de se détériorer au cours des dernières années. Les divergences croissantes entre les deux présidents se sont à plusieurs reprises violemment exprimées lors des batailles auxquelles les alliés d'hier se livrent en territoire congolais. Des pics d'extrême tension se succèdent régulièrement, entrecoupés de périodes d'accalmie apparente. Le différend est ainsi brusquement ravivé en mars 2001, le gouvernement rwandais étant officiellement déclaré hostile à l'Ouganda⁹. C'est avant tout en regard de la politique intérieure ougandaise qu'il faut analyser l'inclusion du gouvernement du Rwanda dans une liste noire. Le contexte est celui de l'élection présidentielle du 12 mars qui voit Museveni faire face à un redoutable challenger, Kiiza Besigye¹⁰. La coïncidence des deux événements n'est évidemment pas un hasard. À la veille du scrutin, le but de la manœuvre est, pour Museveni, de se réserver la possibilité de disqualifier son principal concurrent, à propos duquel des indices font état d'une participation rwandaise au financement de sa campagne¹¹. De surcroît, l'opération a l'avantage, en désignant ainsi les entités hostiles à l'Ouganda, de rassembler la nation autour de son chef et de discréditer celui qui pactise avec l'ennemi. Craignant de bons résultats pour son rival et effrayé par la menace d'un second tour, Museveni ne lésine pas sur les moyens pour se prémunir d'une possible défaite ou, le cas échéant, de toute action de Besigye visant à lui ravir sa victoire. Mais on aurait tort, à notre avis, de considérer cette tactique comme une question strictement interne. Cet épisode nous paraît également caractéristique de la stratégie adoptée par Museveni à l'égard du régime de Kagame. Le président ougandais souhaite depuis longtemps précipiter la chute de l'homme fort du Rwanda. Pour ce faire, il lui impose une guerre des nerfs. Par ailleurs, cause ou conséquence de la profession de foi du régime Museveni, une note de ses services de renseignements militaires argue, en ce mois de mars 2001, de la survenue d'une « nouvelle menace » le long de la frontière avec le Rwanda.

L'été 2001 voit certes s'engager quelques actions publiques de réconciliation, mais celles-ci, essentiellement destinées à rassurer bailleurs de fonds et autres candidats, n'empêchent pas la tension d'atteindre son paroxysme en octobre 2001. Emmenée par Clare Short, secrétaire d'État au Développement international, la médiation britannique bat alors son plein et empêche le pire de se produire. L'ambiance « chaleureuse et amicale » décrite dans les communiqués officiels contraste avec la lecture de mémorandums échangés au plus haut niveau à Kampala. Ces derniers ne laissent planer aucun doute sur la façon

dont le régime rwandais est désormais perçu. Dans un document rédigé en juin 2001 par Noble Mayombo¹² et adressé au chef d'état-major de l'armée ougandaise, le Rwanda est explicitement qualifié d'ennemi, susceptible d'utiliser à tout moment l'élément de surprise pour déstabiliser l'Ouganda, y compris par la conduite d'assassinats ciblés de hauts responsables militaires. L'introduction de ce document est sans équivoque : « Un certain nombre de menaces du Rwanda sont visibles et de récentes indications montrent qu'elles vont probablement se traduire par une offensive contre nous d'ici peu ; cela doit nous inciter à mettre en œuvre des mesures pour la contrer », précisant, entre autres : « Quoique l'ennemi prépare avec ses collaborateurs et supplétifs locaux, ce sera une opération très rapide, essayant de profiter au maximum de l'élément de surprise. » Cette note montre en tout cas que, fondée ou non, une menace provenant du Rwanda est clairement ressentie à Kampala.

**LA LETTRE DE MUSEVENI À CLARE SHORT ET LES PROJETS
RWANDAIS DE DÉSTABILISATION DE L'UGANDA**

Les événements s'accélérent aux mois d'août et septembre 2001, et prendront un tour dramatique en octobre. La fuite de Besigye, le 17 août – aidé en cela par le Rwanda¹³ –, met Museveni très mal à l'aise. Cette affaire, ajoutée aux récentes défections au sein de son armée et la certitude de voir sans cesse la main du Rwanda derrière tout cela, exaspère profondément Museveni, qui décide de dénoncer ce qu'il considère être des préparatifs de guerre menés par le Rwanda. Le 28 août, le président ougandais écrit à Clare Short pour

9. Lire à ce sujet la section consacrée au différend rwando-ougandais dans B. Leloup, « Le Rwanda dans la géopolitique régionale », in F. Reyntjens et S. Marysse (dir.), *L'Afrique des Grands Lacs. Annuaire 2000-2001*, vol. 5, Paris, L'Harmattan, 2001, p. 75-93.

10. Colonel en retraite de l'armée ougandaise, il fut parmi les premiers compagnons de lutte de Museveni et son médecin personnel.

11. Cette assertion demanderait une recherche approfondie. Nous avons toutefois rassemblé un certain nombre d'informations et de documents qui semblent l'accréditer.

12. Responsable des services de renseignements militaires ougandais après en avoir été le directeur adjoint, il est l'un des fidèles de Museveni et une figure influente du régime.

13. Il apparaît, d'après de nombreuses sources, que l'officier ougandais traverse la frontière tanzanienne à Kikagati, où il est immédiatement pris en charge par des agents du Rwanda. Ceux-ci l'accompagnent jusqu'au poste de Rusumo par lequel il entre en territoire rwandais. Cet épisode montre aussi la facilité avec laquelle les services de sécurité rwandais opèrent dans cette région de Tanzanie, qui pourra difficilement rester en dehors d'un conflit entre le Rwanda et l'Ouganda si celui-ci venait à éclater. Précisons que K. Besigye refuse de confirmer ce scénario et observe un silence complet sur l'identité de ses protecteurs, dans ce que nous croyons être une tentative mal dissimulée de mettre à l'abri le Rwanda.



lui faire part de la détérioration des relations de son pays avec le régime Kagame. Il affirme n'avoir aucun doute que le Rwanda prépare une agression contre son pays. Il développe ce dernier point en mentionnant la présence au Rwanda d'officiers militaires ougandais en fuite et s'adonnant à des activités subversives, avec l'appui des autorités de Kigali. Il porte également un jugement très dur sur le régime rwandais, dont il met en avant l'arrogance et la faillite idéologique¹⁴. Enfin, il demande à son interlocutrice de faire preuve de compréhension face à son intention d'augmenter ses dépenses en matière de défense.

Si les faits qu'il dénonce apparaissent exacts dans leur ensemble, ils masquent néanmoins des préparatifs similaires, côté ougandais, visant à déstabiliser le régime rwandais (voir *infra*). Des plans d'agression contre l'Ouganda existent bel et bien, au moins depuis le début de l'année 2001. Au-delà de la propagande inévitablement liée à de telles préparations, nous avons acquis la conviction que l'éventualité d'une guerre totale a été discutée dès ce moment-là par l'état-major rwandais et peaufinée au cours de l'année. D'après les informations que nous avons pu recueillir, l'option privilégiée comporterait d'abord des infiltrations dans la partie du Nord-Kivu sous influence ougandaise, avec l'objectif de s'assurer le contrôle des principales villes¹⁵ ainsi que la maîtrise des eaux du lac Édouard et de sa rive nord, et ce jusqu'au massif du Ruwenzori. Les opérations seraient menées par des troupes du RCD-Goma¹⁶, du TPD¹⁷, des éléments de l'armée rwandaise¹⁸ et des recrues ougandaises, parfois désignées par la locution « People's Redemption Army¹⁹ » (PRA, Armée de la rédemption populaire). Ce dernier groupe s'installerait dès lors durablement dans cette zone qui lui servirait de base arrière. Une source militaire ougandaise précise qu'après un premier contact positif il s'agirait de faire jonction avec l'ADF²⁰ et de tenter une collaboration avant d'éventuellement envisager la formation d'une alliance entre les deux mouvements rebelles²¹. Ensuite, des attaques vers le territoire ougandais partiraient à la fois de ces nouvelles positions et, un temps plus tard, de la partie du Congo sous influence rwandaise, au niveau d'Ishasha. Le lieutenant-colonel Kyakabale serait le leader du groupe de tête. Un plan complémentaire envisagerait, si nécessaire, une pénétration discrète de l'APR au niveau de la frontière rwando-ougandaise, à partir de Cyanika, Gatuna, Kizinga et Kagitumba, tandis que d'autres groupes d'appui seraient chargés d'infiltrer la capitale Kampala. Cela dit, côté rwandais, la retenue semble être de mise, et s'il nous paraît certain qu'un soutien décisif de l'APR puisse être obtenu pour la conquête de villes proches de sa frontière, vraisemblablement Kisoro et Ntungamo, l'engagement direct s'arrêterait sans doute là²², à moins que l'Ouganda ne s'attaque alors au territoire rwandais ou aux zones sous son contrôle ou celui de ses protégés.

Nous pouvons encore affirmer que le 37^e bataillon de l'APR, commandé par le major Frank Kamanzi Mushyo et basé à Kibumba, à quelque 20 kilomètres au nord de Goma, accueille pendant l'été 2001 environ 200 recrues ougandaises autour de Mandé et Kyakabale. Un nombre similaire d'Ougandais reçoit également un entraînement à Mishaki²³, tandis qu'un troisième camp se trouve à Kiwanja²⁴, près de Rutshuru. Au moins deux autres camps sont situés au Rwanda même, en préfecture de Byumba. La mobilisation en Ouganda, quant à elle, est organisée par des partisans de Besigye et se déroule essentiellement dans le sud-ouest et le nord du pays.

Nous avons également pu établir un lien direct avec les plus hautes autorités rwandaises puisque le général de brigade James Kabarebe²⁵ se rend au Kivu et y visite lesdits sites au moins à quatre reprises entre juillet et octobre 2001, avant que plusieurs groupes de recrues ne soient transférés au camp militaire de Gako, au sud de Kigali. Notons que, lors de l'une de ces visites, le 9 octobre 2001, Kabarebe est accompagné de Besigye et qu'au retour ils s'arrêtent à Goma²⁶.

14. Pour de larges extraits de cette lettre, voir B. Leloup, « Les rébellions congolaises et leurs parrains dans l'ordre politique régional », in F. Reyntjens et S. Marysse (dir.), *L'Afrique des Grands Lacs. Annuaire 2001-2002*, vol. 6, Paris, L'Harmattan, 2002, p. 83-85. Son contenu est rendu public au début du mois d'octobre seulement.

15. La mainmise sur les localités aéroportuaires aurait de surcroît l'avantage de prévenir l'ouverture d'un nouveau front à l'initiative de Kinshasa.

16. Rassemblement congolais pour la démocratie.

17. Tous pour la paix et le développement, la milice hutu dont la formation est suscitée par le Rwanda quand le RCD-Goma s'apprête à jouer le jeu de la transition à Kinshasa. Basée à Goma, elle permet également au Rwanda d'offrir aux Hutu du Kivu une organisation dont il a le contrôle.

18. APR, pour Armée patriotique rwandaise ou, en anglais, RPA, Rwandan Patriotic Army, rebaptisée RDF, Rwanda Defense Forces, en avril 2002.

19. On sait peu de choses sur ce prétendu mouvement de lutte contre le régime ougandais, si ce n'est que l'expression et son sigle PRA sont utilisés à tour de bras par les autorités de Kampala selon lesquelles le colonel Samson Mandé aurait été à l'origine de sa création, en mai 2001, au Rwanda.

20. Allied Democratic Front (Front démocratique allié), le mouvement créé par Jamil Mukulu au début des années 1990 à la suite d'une crise au sein du Uganda Muslim Council.

21. Notons que l'ADF gagnerait beaucoup à se fondre dans une nouvelle structure qui lui ferait échapper à la qualification peu enviable de groupe terroriste dont les États-Unis l'ont affublé.

22. La stratégie rwandaise pouvant à notre sens fort bien se contenter d'une occupation partielle du territoire ougandais, l'essentiel étant d'affaiblir Museveni et de ne pas être perçu comme en étant à l'origine.

23. Située à une trentaine de kilomètres de Sake, la localité est le siège du 13^e bataillon des RDF. Des forces du RCD-Goma et du TPD y sont également entraînées.

24. Le 11^e bataillon de l'APR y est établi.

25. Fidèle parmi les fidèles du chef de l'État, il est alors chef d'état-major de l'APR par intérim.

26. Celui-ci nie farouchement s'être rendu au Congo depuis son départ en exil. La pluralité des témoignages affirmant le contraire permet de légitimement mettre en doute son démenti.



Il semble que le commandement rwandais souhaite utiliser ces déserteurs de la même manière qu'il s'est servi de l'AFDL²⁷ ou qu'il se sert aujourd'hui du RCD et du TPD au Congo. Nous avons pu déterminer l'implication continue de six officiers supérieurs rwandais : il s'agit, outre ceux susmentionnés, des lieutenants-colonels Richard Rutatina, commandant de la 305^e brigade (Kibuye/Cyangugu), et Kazungu, commandant de la 408^e brigade (Ruhengeri/Gisenyi), d'Alex Kagame, du major Emmy Ruvusha, de Patrick Karegeya et du colonel Patrick Nyanvumba. Du côté du RCD-Goma, c'est Bizima Karaha qui est chargé de la coordination de l'opération.

Au même moment, en août, Museveni renforce son dispositif le long de la frontière avec le Rwanda et la Tanzanie. En septembre, les villes de Kisoro, Kikagati et Kabale accueillent chacune un bataillon, tandis que les patrouilles sont intensifiées entre Masaka et Mbarara. La frontière avec le Congo n'en reste pas moins la plus sensible, et la tension s'y focalise d'autant plus qu'un flot d'informations, toujours plus important, filtre sur les démarches rwandaises visant à fédérer les opposants au régime Museveni. Une concurrence finit même par voir le jour entre le Rwanda et l'Ouganda : c'est à celui qui s'attirera le plus d'alliés parmi les groupes militaires et autres milices de la région²⁸.

Nous avons montré avec quel entrain l'état-major rwandais donne son appui à nombre de déserteurs ougandais. Des contacts ont également lieu avec l'ADF, avec qui une collaboration avec le groupe de Mandé et Kyakabale est effective, au moins depuis le mois d'octobre 2001, et très probablement déjà bien avant puisque l'APR entame ses premiers contacts dès l'hiver 2000-2001 et qu'une véritable coopération date du mois de juin 2001. Sous le feu nourri de l'armée ougandaise (UPDF, Uganda People's Defence Forces/Forces de défense populaire de l'Ouganda) dans le Ruwenzori, le numéro deux du Front, Abdallah Yusuf Kabanda, réunit en janvier 2001 ses principaux commandants à Kyakamunyu ; il y est décidé de délocaliser une partie de ses membres. En juin 2001, après une reconnaissance menée par le commandant Tiger Zilizovuma, plusieurs groupes de combattants commencent à se déplacer pour se rassembler dans quatre zones au moins : une partie est accueillie dans les camps d'entraînement des RDF au Nord-Kivu ; une autre gagne les « régions montagneuses des Hema » en Ituri ; une troisième se retrouve en bordure du lac Édouard et dans d'autres zones du parc des Virunga contrôlées par l'armée rwandaise ; une quatrième à Manguredjipa où des éléments de l'APR, présents dès ce moment-là, y collaborent avec Kabanda et ses hommes. Autre indice palpable d'une coopération : leur officier des renseignements, Kayira Paddy Ogundipe, envoyé en mission à Nairobi pour solliciter des fonds auprès de Jamil Mukulu, se rend dans la capitale kenyane en passant par Kigali où il rencontre ses homologues rwandais. De plus, une étude détaillée des canaux

d'approvisionnement de la rébellion montre que, depuis février 2001, ceux-ci transitent à la fois par le Rwanda, *via* Gatuna et Cyanika, et la zone sous son contrôle au Congo, *via* Bunagana et Ishasha, ou encore par air entre Nairobi et Goma. Le concours des autorités rwandaises en est logiquement déduit, surtout au vu de l'importance et de la fréquence de ces livraisons, et d'autant que les mêmes voies sont utilisées par le groupe de Mande et Kyakabale.

PROJETS OUGANDAIS DE DÉSTABILISATION DU RWANDA

Les préparatifs du régime ougandais en vue d'une déstabilisation du Rwanda ne sont pas moins avancés et nombreux. Nos entretiens sur place de même que la consultation de documents le montrent clairement, et ce dès le début de l'année 2001. Le pouvoir ougandais est en effet très actif à rechercher et rencontrer ceux, Rwandais ou étrangers, qui aspirent à en finir avec Kagame. C'est Noble Mayombo qui est chargé par Museveni de coordonner le processus et de présenter au président ougandais les options envisageables contre le Rwanda. Des contacts sont ainsi noués avec des éléments des anciennes Forces armées rwandaises (FAR, dont l'ALIR [Armée pour la libération du Rwanda], puis aujourd'hui les FDLR [Forces démocratiques pour la libération du Rwanda] sont les héritières), le groupe de Banyamulenge, des opposants politiques et militaires rwandais de tous bords, y compris à l'étranger, de même que des gouvernements de la région. Si une coordination entre ces différents groupes fait défaut, des discussions ont lieu, entre autres sous la houlette de l'Ouganda.

Mais Museveni ne se contente pas de prendre l'initiative de ces contacts, il met en branle un certain nombre d'actions concrètes. Ainsi, une note émanant des renseignements militaires ougandais fait-elle mention d'un projet impliquant des dissidents et étudiants rwandais. Adressée à la présidence et datée du mois de mars 2001, cette note révèle également l'existence « de camps d'entraînement des renseignements militaires à Kaweweta (Ngoma) et sur les îles Ssesse pour les sympathisants rwandais [*sic*] ». Un autre document,

27. Alliance des forces démocratiques pour la libération (Congo-Zaïre), créée par le Rwanda et dont feu Laurent-Désiré Kabila a été le porte-parole avant d'en prendre la direction.

28. Pour une analyse de la situation en République démocratique du Congo (RDC) à l'aune du contentieux rwando-ougandais, lire B. Leloup, « La Repubblica Democratica del Congo in relazione al contenzioso tra Rwanda e Uganda », *Afrique e orienti*, n° 1-2, 2004, p. 36-51. Voir aussi B. Leloup, « Le contentieux rwando-ougandais et l'est du Congo », in F. Reyntjens et S. Marysse (dir.), *L'Afrique des Grands Lacs. Annuaire 2002-2003*, vol. 7, Paris, L'Harmattan, 2003, p. 235-255.



daté du 24 juin 2001 et rédigé par le capitaine Richard Karemiré²⁹ sous le titre « Étrangers en formation », confirme que des Rwandais bénéficient effectivement d'entraînement de la part de l'Ouganda. C'est l'External Security Organisation (ESO, Service de renseignements extérieurs du Rwanda) qui partage cette information avec la Chieftaincy of Military Intelligence (Direction du renseignement militaire), en lui communiquant une vingtaine de noms repris dans trois catégories selon que les personnes en formation appartiennent au groupe des « ex-FAR/*interahamwe* », « congolaise/tutsi soldats » ou « RPA defectors » (transfuges de l'APR). Parmi les individus cités, pas de figures emblématiques mais plutôt des jeunes gens sans histoire. Cependant, concernant les *interahamwe*, miliciens responsables du génocide des Tutsi au Rwanda, cette attitude pose question. Cela dit, il ne faut pas exclure une erreur de langage, due à la méconnaissance ou à la rapidité avec laquelle le signataire a pu écrire son texte, dans un document de toute façon destiné à rester confidentiel. Cette liste n'en demeure pas moins extrêmement gênante pour l'Ouganda.

Plusieurs autres sources confirment le recrutement, jusqu'à une période récente, de jeunes Rwandais réfugiés en Ouganda, sans que rien ne filtre quant au rôle que les autorités ougandaises souhaitent les voir jouer. Ces recrues sont-elles destinées à servir en Ituri, où la situation reste précaire ? Sont-elles le potentiel fer de lance d'une opération à mener contre le Rwanda ou ses alliés congolais ? Quelle est la stratégie prônée par Museveni ? S'il est difficile de répondre à ces questions, au moins pouvons-nous tenter d'évaluer l'importance de la collusion de l'Ouganda avec chacun des groupes décidés à en découdre avec Kagame.

Commençons par les officiers militaires rwandais qui sont de plus en plus nombreux, particulièrement depuis l'an 2000, à se réfugier à l'étranger, et notamment en Ouganda, Kampala devenant très vite la destination première de tout déserteur de l'APR. Il ne fait aucun doute qu'une partie d'entre eux prépare des actions de déstabilisation du Rwanda, en bonne intelligence avec plusieurs hauts responsables ougandais, tels le général de brigade James Kazini³⁰, Salim Saleh³¹, Kahinda Otafiire ou Amama Mbabazi, dont le point commun est de vouer Kagame et sa clique aux gémonies. Tous se rendent bien compte que les centaines de militaires rwandais exilés sur le sol ougandais constituent une arme potentiellement puissante à disposition. Mais l'absence de coordination entre eux fait qu'ils sont autant d'électrons libres dont la force de frappe est proche de zéro. Début août 2001, la plupart des officiers de l'APR réfugiés à l'étranger sont dès lors conviés en Ouganda pour une réunion de concertation, mais la rencontre sera finalement annulée au dernier moment sur ordre de Museveni. Le régime ougandais a ainsi montré,

dans un premier temps, qu'il était prêt à soutenir des officiers militaires rwandais en exil dans une rébellion armée contre Kagame. Très vite cependant, la situation se fige et il n'est soudainement plus question de tels préparatifs. Après un temps de collaboration, Museveni a manifestement décidé de se passer des services d'officiers rwandais dissidents trop voyants, qu'ils soient réfugiés sur son territoire ou ailleurs. Ceux-ci, pourtant, sont nombreux à se bousculer au portillon. De l'aveu même de ces courtisans, Museveni et ses proches collaborateurs ont manifestement un plan auquel ils ne souhaitent pas les associer. Il est logique de penser que l'homme fort de l'Ouganda ne souhaite pas se compromettre et ternir l'image assez positive dont il bénéficie aux yeux des bailleurs internationaux. De plus, par rapport au Rwanda, il semble que l'Ouganda éprouve beaucoup de mal et de crainte à organiser « ses » déserteurs. L'adoption d'un comportement plus attentiste est également guidée par la présence d'éléments infiltrés de Kigali parmi ces déserteurs³².

Cette brusque atonie vis-à-vis des militaires rwandais en exil souffrira cependant d'une exception : celle du général de brigade hutu Emmanuel Habyarimana³³, reçu au plus haut niveau à Kampala après sa fuite le 30 mars 2003, et sur lequel les autorités ougandaises souhaiteront s'appuyer. Son cas témoigne d'une constante dans la politique de Museveni à l'égard du FPR et du « nouveau Rwanda » : son opiniâtreté à encourager l'inclusion de Hutu au sein des organes du Front naissant, puis son insistance à les associer à l'exercice du pouvoir une fois Kagame maître du Rwanda, et enfin sa volonté manifeste de ne pas envisager l'après-Kagame sans impliquer la communauté hutu.

29. Un temps à la tête des services de contre-espionnage ougandais, il est aujourd'hui basé à Khartoum, au poste de premier secrétaire à l'ambassade d'Ouganda.

30. Nommé *Army Commander* en novembre 2001 dans des circonstances directement liées au contentieux rwando-ougandais, il sera remplacé à ce poste par le général-major Aronda Nyakairima en juin 2003.

31. Demi-frère de Museveni et ancien chef d'état-major de l'armée ougandaise (1987-1989), il obtient le grade suprême de lieutenant-général en octobre 2001. Son influence sur Museveni en fait l'un des hommes les plus puissants du régime. Son vrai nom est Caleb Akandwanaho.

32. La présence d'éléments infiltrés, d'un côté comme de l'autre, et les problèmes que cela génère ne doivent pas être minimisés. C'est ainsi une affaire d'espionnage qui oblige Patrick Karegeya et Jack Nziza à se rendre ensemble à Kampala en février 2004, visite à la suite de laquelle ils seront tous les deux remplacés à la tête de l'ESO et des renseignements militaires.

33. Ministre de la Défense à la popularité et aux initiatives redoutées par le régime, il est écarté de ce poste en novembre 2002 et se retrouve sans affectation jusqu'à son départ pour l'Ouganda, accompagné d'autres officiers proches de lui. Il n'a pas de lien de parenté avec Juvénal Habyarimana.



Pour ce qui concerne les opposants non armés, ils sont également très nombreux à quitter le Rwanda et de plus en plus enclins à le faire *via* la frontière rwando-ougandaise. Mais c'est pourtant sur un opposant politique de l'intérieur que le régime Museveni a choisi de porter son dévolu : Pasteur Bizimungu. Au moment de sa démission de la présidence de la République en mars 2000, l'Ouganda ira même jusqu'à proposer de lui offrir l'asile politique. Son maintien en prison est donc d'autant plus nécessaire aux yeux de ses geôliers rwandais.

À propos des anciennes Forces armées rwandaises, plusieurs sources de la région font état de troublantes facilités accordées par l'Ouganda à ces groupes depuis le printemps 2001, parallèlement à l'aide accrue qu'ils reçoivent de Kinshasa. Du côté de l'opposition politique ougandaise, de telles accusations ne manquent évidemment pas. Lors d'une interview à la télévision kenyane, Winnie Byanyima, parlementaire et épouse de Besigye, critique ainsi vertement Museveni et affirme que le président ougandais « arme trois groupes rebelles en RDC... Il entraîne maintenant les *interahamwe* pour combattre Kagame³⁴ ». De retour au pays, elle est convoquée par le procureur de Kampala pour s'expliquer sur ses propos, ce qui ne manquera pas d'être dépeint par Besigye comme « le dernier harcèlement³⁵ ». Le 18 février 2003, elle récidive et accuse cette fois le gouvernement d'être sur le point d'armer 40 000 *interahamwe*³⁶. Mais s'il est indéniable que des Ougandais soutiennent des opposants au régime Kagame et s'il ne fait aucun doute que des éléments des anciennes FAR circulent librement en Ouganda³⁷, comme tous les opposants rwandais, il ne nous semble cependant pas qu'il y ait de véritable collaboration au niveau d'une organisation. Certes, des contacts ont lieu et des aides sont accordées, mais elles le sont à un nombre limité d'individus et par certaines agences ougandaises, probablement à l'insu d'autres plus officielles³⁸. On peut conclure sur ce point en disant que les FDLR bénéficient de la part de l'Ouganda d'une complicité passive.

Enfin, si Museveni ne souhaite donc pas s'encombrer de dissidents rwandais trop remuants, il est par contre avéré que Kampala entretient des contacts avec certains officiers militaires tutsi à Kigali. Le général-major Kayumba Nyamwasa, dont le nom est souvent cité comme celui qui fera tomber Kagame, nous paraît être une pièce maîtresse de l'échiquier. Ancien chef d'état-major de l'armée rwandaise (1997-2001), il passe près d'une année « en formation » en Angleterre en 2001-2002, à l'issue de laquelle son retour à Kigali se fait sous la protection de Londres. Rival de Kagame par excellence, ce dernier ne peut aujourd'hui se permettre d'éliminer un interlocuteur privilégié de son principal bailleur de fonds. Conscient du danger qu'il représente et faute d'alternative, son entourage est systématiquement mis en difficulté ou affaibli.

C'est dans ce contexte qu'il faut apprécier l'arrestation, puis la mise à la retraite, en novembre 2003, d'officiers militaires tels les lieutenants-colonels Augustin Macumu, Jean-Damascène Sekamana ou Eugène Ruhetamacumu, pour ne citer qu'eux. Tous ont en commun d'avoir travaillé pour Kayumba lorsque celui-ci était chef d'état-major adjoint de la gendarmerie, entre 1994 et 1997. Initialement destiné à être démobilisé en même temps que ses coreligionnaires, son nom fut finalement retiré à la dernière minute par Kagame, de crainte de désordres mais surtout suite à une admonestation britannique. Personnalité incontournable, des émissaires ougandais n'ont pas manqué d'avoir des discussions avec lui lors de son séjour au Royaume-Uni. Ces rencontres se poursuivent ensuite d'autant plus facilement à son retour que les fonctions qu'il occupe à la tête du National Security Service le conduisent à chapeauter l'ensemble des services de renseignements rwandais.

Une guerre est-elle proche entre les deux pays ? Nous n'oserions pas affirmer que Museveni a définitivement écarté une telle issue au différend qui l'oppose à Kagame. La volonté affichée par le président ougandais de calmer d'autres fronts est évidente. Son comportement à l'égard de la RDC et du Soudan, pourtant tous deux déclarés hostiles à l'instar du gouvernement rwandais, est caractéristique et montre à quel point des recompositions d'alliance ne sont pas à exclure. Il est probable que Museveni souhaite de la sorte assurer ses arrières au cas où il fasse l'objet d'une attaque du Rwanda ou qu'il soit lui-même finalement amené à déclencher le conflit. On sait toutefois le président ougandais peu disposé à ternir son dernier mandat³⁹ par un conflit à l'issue incertaine et aux conséquences potentiellement désastreuses,

34. KTN, Nairobi, 1^{er} avril 2001.

35. K. Besigye, conférence de presse, Kampala, 14 avril 2001.

36. Cette accusation outrancière pourrait avoir été téléguidée par Kigali, étant donné la proximité de la famille avec les autorités rwandaises.

37. Ces facilités sont d'ailleurs reconnues par les FDLR elles-mêmes, qui confessent également l'établissement du porte-parole de leur branche armée à Kampala.

38. Mais évidemment pas sans l'aval du président lui-même. Sur ce point, nous sommes en désaccord avec ceux qui affirment que Museveni et Kagame sont fréquemment forcés à se plier aux injonctions d'officiers supérieurs influents. Il faut être clair : l'un et l'autre décident seuls de la politique à mener, la capacité d'influence de leur entourage est réduite et l'unique véritable contre-pouvoir peut provenir d'un important bailleur de fonds. Le mythe d'un Kabarebe forçant la main de Kagame pour intervenir au Congo, ou celui d'un Kazini entamant les combats rwando-ougandais de Kisangani de sa propre initiative doivent être combattus.

39. Du moins en théorie, puisque la Constitution ne lui permet pas de se représenter aux prochaines élections. Il est en réalité peu probable qu'il y renonce.



même si certains au sein de son armée voudraient bien se lancer dans un affrontement direct. Sa stratégie s'oriente logiquement vers la poursuite d'une guerre des nerfs et d'une politique d'isolement de Kagame. Plutôt qu'une attaque frontale, susceptible de faire le jeu de son adversaire, le choix d'une guerre d'usure, nourrie de provocations et autres tentatives de subversion à l'intérieur du Rwanda, peut, à long terme, avoir raison du président rwandais.

**L'AGGRAVATION DU CONTENTIEUX CONTENUE PAR
LA PRESSION BRITANNIQUE**

Les rapports rwando-ougandais ne cessent pourtant de se dégrader, après l'épisode de la déclaration ougandaise d'hostilité à l'encontre du régime rwandais et la lettre de Museveni à Clare Short. Le 17 octobre 2001, le Rwanda avertit toutes les missions diplomatiques de Kigali que l'Ouganda a l'intention de lancer une attaque dans les quarante-huit heures. La méfiance est totale entre les deux pays et la guerre semble sur le point d'éclater. L'un et l'autre massent des troupes à leur frontière commune. Le procès-verbal de la réunion de crise, tenue le 20 octobre à Kampala au quartier général de l'ESO, rend bien compte du climat de suspicion et d'incertitude qui prévaut entre les deux pays : « La réunion fut avancée de deux jours [...] en raison de pressions exercées sur la sécurité et sur ordre des chefs des services de sécurité. La principale inquiétude était l'hostilité du Rwanda envers l'Ouganda. [...] Les Rwandais se sont totalement mobilisés et ont disposé des troupes en dehors de la zone tenue par le RCD. Ils sont seulement à 8 km de la frontière. »

La Grande-Bretagne, par l'intermédiaire de Clare Short, prend les rennes de la médiation. Une rencontre entre Kagame et Museveni est imposée le 6 novembre, à Londres. Ses prémices ne sont guère encourageantes. Le 5 novembre, James Kazini est promu chef d'état-major de l'armée ougandaise, ce qui, à la veille de la rencontre de Londres et compte tenu de son implication dans les affrontements de Kisangani, ne peut qu'être interprété comme une provocation. En réponse, Kagame désigne le général de brigade James Kabarebe à la tête de l'armée rwandaise⁴⁰. Le jour même de la rencontre, l'armée ougandaise, faisant mine de répondre à des articles de presse doutant de sa capacité à faire la guerre, affirme dans un communiqué que « l'UPDF est prête à combattre afin de remplir son rôle constitutionnel qui est de défendre la souveraineté de l'Ouganda, la vie et les biens des Ougandais et de toutes les autres personnes qui vivent à l'intérieur de nos frontières. [...] ». Les discussions n'en aboutissent pas moins à la signature d'un accord entre les deux présidents, complété par un mémorandum sur la formation d'un Joint Verification and Investigation Committee (JVIC).

Les lendemains de la rencontre ne sont pas plus enthousiasmants. Deux jours après ses entretiens avec Museveni, Kagame rompt le silence qu'il avait maintenu jusqu'ici à propos de la nomination de Kazini : « L'Ouganda a le droit de décider qui nommer à la tête de l'armée ou toute autre position. Si, cependant, l'Ouganda choisit quelqu'un qui peut provoquer un accroissement de la tension entre les deux pays, cela n'affecte pas seulement l'Ouganda mais également le Rwanda. » Le ton est donné. Quant à la lettre de Museveni, il estime qu'elle était une indication de la mauvaise attitude du régime ougandais envers le Rwanda, et invite chacun à se faire une opinion : « Chacun peut juger en se basant sur le contenu de cette lettre qui est la cause du problème⁴¹. » Quelques semaines plus tard, c'est au tour de l'Ouganda de faire monter les enchères. Amama Mbabazi déclare, avant de se faire rabrouer par Museveni, que les deux voisins ne pourront pas redevenir des pays frères tant que l'on n'aura pas établi les causes des affrontements de Kisangani. Ne dit-il pas tout haut ce que beaucoup pensent tout bas ?

La crainte, largement répandue parmi les dirigeants ougandais, que le Rwanda est sur le point d'attaquer ne s'estompe guère avec le temps, bien au contraire. Fin 2001, le régime de Museveni est persuadé que leurs ennemis, sous la houlette du Rwanda, sont prêts à frapper : un dossier présidentiel secret précise dans ses pages que « des informations convergentes de différentes sources continuent d'indiquer que nos ennemis (RPA, RCD-Goma, ADF et le groupe Besigye-Kyakabale) sont en train de se préparer sérieusement à attaquer l'Ouganda ». Leurs plans supposés ? « Avoir formé une force de 10 000 hommes avant la fin décembre 2001, qui lancera une attaque contre l'Ouganda avec l'assurance de renforts de la RPA et du RCD-Goma. Si tout se passe bien, ils escomptent attaquer en janvier ou en février 2002. D'autres sources mentionnent que Mande était désireux d'attaquer avant janvier 2002, si cela n'avait été Kabanda qui mit en avant son expérience face aux forces de l'UPDF », poursuit le document.

La Grande-Bretagne force à nouveau le dialogue. Le 10 février 2002, à Kigali, une rencontre entre les ministres de la Défense des deux pays prépare celle réunissant Kagame et Museveni, quatre jours plus tard, à Kabale. Amama Mbabazi et Emmanuel Habyarimana s'accordent sur la nécessité de pousser

40. Cette décision est également un signe important au niveau de la politique intérieure rwandaise puisqu'elle confirme la montée en puissance de Kabarebe, qui occupait jusqu'ici ce poste par intérim, au détriment de celui qu'il remplaçait, Kayumba Nyamwasa.

41. BBC, Londres, 8 novembre 2001.



à la création d'un traité d'extradition bilatéral afin de régler le problème des dissidents. Ils décident également de nommer un attaché militaire dans chaque pays, d'échanger des officiers de liaison aux frontières et de maintenir des contacts réguliers entre leurs responsables des services de renseignements militaires. Les deux parties se félicitent enfin du travail accompli par le JVIC : « Ces visites se sont déroulées d'une manière transparente et professionnelle, et ont permis de diminuer la tension entre les deux pays qui expriment leur gratitude au Royaume-Uni et aux autres pays impliqués dans ces visites. » Cependant, sur la quinzaine de visites effectuées, une seule a été conduite au Nord-Kivu, ce qui paraît minimal en regard des évidents préparatifs de guerre dans et autour de cette région de l'est du Congo.

Le 14 février, Clare Short joue une fois de plus les intermédiaires entre les deux présidents. Suite à une question à propos des combats à Kisangani, lors de la conférence de presse qui suit leur rencontre, Museveni déclare ne plus vouloir revenir sur ces événements : « Bien, nous avons réglé ce point à notre façon, en résolvant les problèmes actuels. Mais nous n'avons pas évoqué Kisangani ; c'est là une façon de régler cette question : en l'oubliant ⁴². » Et Clare Short d'ajouter que résoudre le problème de Kisangani revient en fait à résoudre le conflit du Congo dans son ensemble.

OSTENSIBLE RAPPROCHEMENT ENTRE KAGAME ET MUSEVENI

Si le Royaume-Uni suit de près l'évolution de la situation, la tension n'en persiste pas moins. L'été 2002 s'ouvre sur des déclarations plutôt polémiques du président rwandais. Interrogé le 1^{er} juillet par une station de radio ougandaise, Kagame s'emporte à propos des harcèlements dont les Rwandais feraient l'objet en Ouganda, et déclare, au sujet de la lettre de son homologue ougandais à Clare Short : « [...] en la lisant, vous comprenez où est le problème : le problème n'est pas celui qui est pointé du doigt dans cette lettre, c'est celui qui l'a écrite. »

Au fil des mois, des propos du même acabit ne cessent d'être proférés de part et d'autre de la frontière. Le 6 mars 2003, la prise de Bunia, chef-lieu de l'Ituri, par les troupes ougandaises des mains de l'UPC (Union des patriotes congolais) génère une violente guerre des communiqués entre les deux pays. Le 29 avril, Amama Mbabazi critique durement le Rwanda devant le Parlement ougandais, dénonçant notamment l'appui qu'il fournit à ses rebelles depuis 2001. Des incidents répétés émaillent donc régulièrement les rapports rwando-ougandais.

Pourtant, malgré ces interminables fâcheries, la tendance paraît s'inverser dans le courant de l'année 2003, à l'initiative du président ougandais. À partir

du mois de septembre, en effet, Museveni fait mine de se rapprocher de Kagame. En l'espace de quelques mois, il se rend ainsi à deux reprises dans la capitale rwandaise : d'abord le 12 septembre lors de la cérémonie d'investiture de Kagame⁴³ ; ensuite pour la commémoration du dixième anniversaire du génocide, le 7 avril 2004. Certes, sa première visite est entachée d'une polémique sur le fait qu'il quitte Kigali avant le déjeuner offert par son hôte, et sans le moindre entretien formel avec Kagame, mais l'analyste politique retiendra plutôt la *standing ovation* qu'il suscite dans le stade où se déroule la manifestation.

Sa deuxième visite est encore plus fructueuse, à tel point que le président ougandais parvient à voler la vedette au maître des lieux. « Nul ne peut détruire ce que Dieu a fait : Dieu a créé les Tutsi, les Hutu et les Twa. Aucun ennemi ne peut les détruire. » Des tonnerres d'acclamations répondent dans le stade à la harangue de Museveni. Et ce dernier de poursuivre, plus sûr de lui que jamais : « L'Ouganda ne s'est pas tenu à distance quand les Rwandais mouraient. L'Ouganda rejoignit l'APR pour attaquer et sauver ce pays d'autres bains de sang. Nous ne sommes pas de ceux qui ont regardé, et nous ne sommes pas coupables de ce crime. » Parce qu'il parle en partie en kinyarwanda mais surtout parce qu'il a le sens de la formule imagée, improvisée et n'hésite pas à interpeller les chefs d'État africains présents, Museveni est incontestablement celui qui a réussi à faire vibrer l'assistance.

Comme en écho à ce nouvel élan, Mayombo annonce brusquement, le 27 octobre 2003, que la PRA ne bénéficie d'aucun appui rwandais et que les rapports de ses services n'ont pas établi de lien entre la PRA et le Rwanda. Cette affirmation est aussitôt répercutée par la presse proche du régime, citant le colonel : « La PRA fut initiée par Besigye, Mande et Kyakabale pour renverser le gouvernement par les armes. Ils sont maintenant basés dans l'est du Congo mais, pour ce que je sais, aucun pays ne les soutient et nos informations n'incriminent pas le Rwanda. » Notoirement fautive, elle ne peut que confirmer le changement d'attitude de son chef à l'égard du Rwanda.

Les deux présidents se rencontrent encore à Londres, le 29 janvier 2004, dans le cadre de la médiation britannique. Le 6 février, Kabarebe joue le jeu en assistant aux célébrations de l'*Army Day*, marquant le début de la guérilla

42. IRIN, Nairobi, 15 février 2002. <[Http://www.irinnews.org](http://www.irinnews.org)>.

43. Élu président de la République quelques jours plus tôt dans des circonstances hautement critiquables. Voir à ce sujet notre mise en garde, avant le scrutin, dans la presse belge (*Le Soir*, Bruxelles, 28-29 juin 2003) et régionale (*The Monitor*, Kampala, 8 juin 2003), et notre analyse de la situation une fois le processus terminé (*Hémisphères*, n° 23, Bruxelles, décembre 2003-janvier/février 2004).



lancée par Museveni contre le régime Obote en 1981. Quelques jours plus tard, il est suivi de Patrick Karegeya et Jack Nziza, tandis que le 20 février, le ministre ougandais de l'Intérieur, Ruhakana Rugunda, se rend à Kigali à la tête d'une importante délégation comprenant pas moins d'une douzaine de ministres et secrétaires d'État. De l'aveu même de Kagame, « les relations sont très bonnes. L'amélioration est nette. La façon dont les choses se passent est très encourageante. Nous avons parlé du bon vieux temps. Cela a été une très bonne discussion. » Et comme pour donner foi à ces dires, le président rwandais lui-même atterrit à Kampala en juin 2004 pour assister au neuvième sommet du Comesa (Marché commun pour l'Afrique orientale et australe).

Comment expliquer ce qui paraît être un net revirement ? On peut avancer les tensions internes auxquelles les deux régimes sont confrontés, tensions qui pourraient influencer sur les politiques et les stratégies développées par les deux présidents. Le principe en serait le suivant : « Toi et moi devons faire face à une contestation grandissante à l'intérieur de nos frontières, cessons ces chamailleries qui ne peuvent que miner notre pouvoir à tous les deux. » Dans ce schéma, on peut comprendre l'empressement de l'Ouganda dans la mesure où la contestation y est à la fois plus visible et prégnante, étant donné la plus grande ouverture du régime. Mais, selon nous, il convient plutôt de remettre en question cette apparente bonne volonté de réconciliation⁴⁴. Il nous semble faire peu de doute que, dans l'esprit de Museveni, ses déplacements au Rwanda ont moins pour but de se rabibocher avec Kagame que de séduire le Tout-Kigali. Ce faisant, il se pose en homme de confiance et ami du Rwanda. Mieux : en insistant sur le fait que seul l'Ouganda était aux côtés des Rwandais pendant les massacres, il se positionne comme un arbitre en dehors de la mêlée et un défenseur des intérêts du peuple. Ne sont-ce pas les recommandations de ce sage qu'il faudra suivre le moment venu ?

Cette soudaine et apparente harmonie est d'autant plus suspecte que la proximité ougandaise avec le général-major Kayumba Nyamwasa se précise. Il lui est clairement signifié que si Kagame venait à être renversé⁴⁵, Museveni reconnaîtrait aussitôt le fait accompli. Mieux : en cas de besoin, l'Ouganda serait prêt à fournir des hommes, rwandais de surcroît, afin de faire diversion ou d'apporter un appui ponctuel. Ces tractations silencieuses motivent sans aucun doute l'ostensible rapprochement qu'initie Museveni envers Kagame, dans une situation où le chef de l'État ougandais et son clan ne doivent pas être soupçonnés d'être partie prenante de ces manœuvres séditeuses, et encore moins d'en être à l'origine. Kayumba et ses alliés adoptent pour le moment un profil bas et se font discrets, dans une situation où ils s'efforcent de ne pas compromettre leur avenir tant que celui-ci doit se poursuivre avec Kagame. Mais Kayumba reste une figure de poids au sein de l'armée, et une sérieuse

épine au pied du président rwandais⁴⁶. Il est d'ailleurs symptomatique de constater que sa première visite en Belgique s'effectue en novembre 2003, au moment où Kagame se rend en Afrique du Sud afin d'y rencontrer le président congolais. Seul à Kigali, Kayumba n'aurait-il pas tenté de se faire calife à la place du calife ? En novembre 2004, Kayumba se voit signifier sa nomination à l'ambassade d'Inde nouvellement créée. L'homme se laissera-t-il ainsi éloigner du pays sans réagir ? Ses partisans accepteront-ils qu'il se fasse écartier de façon aussi brutale ?

Malgré les dénégations et autres visites de courtoisie, l'antagonisme entre les deux présidents reste néanmoins d'actualité. Les incidents sont légion. Chacun fourbit ses armes et tente de s'assurer un maximum d'alliés au cas où une étincelle vienne mettre le feu aux poudres. En mars 2001, le régime de Kampala déclare officiellement le gouvernement du Rwanda hostile à l'Ouganda et franchit ainsi une étape supplémentaire dans une guerre des nerfs désormais ouvertement engagée. L'un et l'autre cherchent à réunir leurs opposants respectifs et s'échinent à trouver l'homme providentiel qui puisse remplacer le rival honni. Côté ougandais, on mise incontestablement sur un symbole hutu, comme en témoignent les appels du pied à des figures comme Faustin Twagiramungu, Pasteur Bizimungu ou encore Emmanuel Habyarimana, et ce en alliance avec des Tutsi, dont Kayumba Nyamwasa n'est pas le moins en vue. Côté rwandais, c'est la famille Besigye qui semble avoir les faveurs du pouvoir en place à Kigali.

Maintes fois annoncé, l'ultime affrontement entre le Rwanda et l'Ouganda n'a cependant pas eu lieu. Clare Short, parfois considérée comme le dernier rempart d'une collision frontale entre Kagame et Museveni, s'en est allée en mai 2003 sans que les deux présidents en viennent aux mains. Dès le mois de

44. Notons que les deux approches ne sont pas forcément contradictoires.

45. Il faut quand même se garder d'exagérer l'importance d'une telle éventualité et préciser que toutes nos sources s'accordent à dire que ce fait d'armes, pour plausible qu'il soit, n'est pas pour demain.

46. L'autre pilier fragile avec lequel le régime Kagame doit encore compter est l'éventualité d'une inculpation par la justice internationale de hauts responsables de l'armée. Kayumba se sait menacé par une enquête le concernant au Tribunal pénal international pour le Rwanda (TPIR), et Kagame est depuis longtemps tenté de faire d'une pierre deux coups : se débarrasser d'un adversaire encombrant et montrer au monde son exemplaire collaboration avec le TPIR, en allant jusqu'à sacrifier ses propres brebis sur l'autel de la justice. Mais, selon nous, il ne saurait en être question : il est en effet à peu près certain que le régime Kagame ne survivrait pas si celui-ci venait à livrer en pâture un de ses officiers, fût-il frondeur.



septembre de cette année, un ostensible rapprochement entre les deux ennemis finit même par voir le jour. Cependant, nous avons montré combien cette démarche est factice et n'écarte pas tout risque de déstabilisation. Autant le spectre d'une guerre directe entre le Rwanda et l'Ouganda s'est-il éloigné au fil des années, autant celui d'un coup d'État appuyé par le voisin a-t-il pris une importance croissante.

Fin 2004, la spectaculaire remontée de la tension nous rappelle la précarité de leurs relations. Les deux régimes sont bel et bien en pleine guerre froide. Le problème est plus aigu pour le régime rwandais car plusieurs États de la région ne seraient pas mécontents de tourner la page Kagame. C'est le cas de la Tanzanie et de la RDC. Quant à la position du président ougandais, dont l'influence est à la mesure de l'aversion que lui inspire son homologue rwandais, elle ne laisse pas planer le moindre doute ■

Bernard Leloup

Centre d'étude de la région des Grands Lacs d'Afrique

Université d'Anvers